

RAPPORT ANNUEL

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COMMERCANT(E)S DETAILLANT(E)S (PRECACD)

MLI0602411

17 MARS 2010



Table des matières

1	Fiche projet	4
2	Situation actuelle en bref	5
3 E	Bilan de la planification des activités	6
	3.1. Aperçu des activités	6
	3.2. Analyse de la planification des activités	9
4	Bilan des finances	. 10
	4.1. Aperçu des dépenses par rapport au planning financier	. 10
	4.2. Analyse du planning financier	. 11
5	Suivi des indicateurs	. 12
	5.1. Objectif spécifique	. 12
6	Appréciation des critères de suivi	. 14
	6.1. Efficience	. 14
	6.2. Efficacité	. 14
	6.3. Durabilité	. 14
7 N	Mesures et recommandations	. 15
	7.1. Recommandations	. 15
8	Nouveau Planning	. 16
	8.1. Planning des activités de l'année 2010	. 16
	8.2. Planning financier de l'année 2010	. 18
9 (Conclusions	. 21
	9.1. Activités et Finances	. 21
	9.2. Critères de suivi	. 21
	9.2.1 Efficience	
	9.2.2 Efficacité	
	9.2.3 Durabilité	
	9.3. Avis de la SMCL sur les recommandations	. 21
10	Annexes	. 22
	10.1. Cadre logique	. 22

ABREVIATIONS

ANO Avis de Non Objection **APD** Avant-projet définitif

BMS Banque Malienne de Solidarité

CGA Centre de Gestion Agréé

DAF Direction Administrative et Financière

DGCD Direction Générale de la Coopération et du Développement

DGMP Direction Générale des Marchés Publics

GERME Gérer mieux votre entreprise

FAFPA Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage

FARE Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi

MATCL Ministère de l'administration territoriale des collectivités locales

MEFP Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MTR Mid Term Review (évaluation à mi parcours)

ONG Organisations Non Gouvernementales

PACD Projet d'Appui aux Commerçant(e)s Détaillant(e)s

PRECACD Projet de Renforcement des Capacités des Commerçant(e)s

Détaillant(e)s

PTF Partenaires Techniques et FinanciersSMCL Structure Mixte de concertation Locale

TDR Termes de Références

UGP Unité de gestion du projet

1 FICHE PROJET

Chronologie et documents

Nom abrégé	PRECACD	Navision	MLI0602411	Phase	EXE			
Bailleur	DGCD	Financement	Art 5	Mode gestion	Co-gestion			
Début projet	01/07/2008	Durée projet	24 mois	Fin projet	30/06/2010			
Début CS	18/12/2006	Durée CS	42 mois	Fin CS	17/06/2010			
Secteur d'inter	vention (CAD)	Privé (commerçant(e)s détaillant(e)s) (24040)					
Ministère de tu	itelle		Ministère de l'Er Professionnelle	nploi et de la Formatio	n			

Description

Ce projet de 979.220 d'euros, dont 875.000 de la partie belge couvre 3 composantes :

- Accès au crédit : un fonds de garanties sera mis en place auprès de quelques banques pour garantir 1000 à 2000 crédits octroyés par ces banques aux commerçants détaillants ;
- Accès à la formation : une formation en gestion de base pour 2160 personnes et une formation plus élaborée (Gérer mieux votre entreprise) pour 480 commerçants détaillants ;
- Microprojets pour la promotion et le renforcement du professionnalisme et de la rentabilité du commerce de détail.

Le secteur du commerce de détail emploie 2 millions de personnes et contribue au PIB pour 13,7%. Le Projet d'Appui aux Commerçant(e)s Détaillant(e)s (PRECACD) a appuyé un processus de formalisation de ces entreprises à travers la mise en place de 18 Centres de Gestion Agréés (CGA). Le PRECACD travaille avec des organisations qui opèrent déjà dans ce secteur (le FARE, le FAFPA, le PACD) en se basant au maximum sur les mécanismes existants pendant une durée limitée du projet de 2 ans.

Objectifs

Objectif Global

Contribuer à améliorer le commerce de détail et à lutter contre la pauvreté des personnes exerçant dans ce secteur

Objectif Spécifique

Le développement durable du commerce de détail dans une approche de formation des acteurs et d'implication du système bancaire est assuré sur l'ensemble du territoire national, à travers 18 CGA et à travers des associations de femmes. Il atteindra 2.000 à 2.300 commerçant(e)s détaillant(e)s

Finance

	Régie	Cogestion	Total
Budget (partie belge)	72.500 €	802.500 €	875.000 €
Taux d'exécution 31/12/2009	30 €	581.410 €	581.440 € (66%)

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF

Tenue des Comités de Pilotage

Durant l'année 2009 un seul comité s'est tenu le 24 juillet 2009. Il s'agit du quatrième. Il a porté sur :

- L'examen de l'état d'avancement du projet ;
- L'évaluation du début des activités de formation ;
- L'examen de la Convention entre le FARE et la BMS concernant le Fonds de Garantie.

La Cérémonie Officielle de Lancement

Cette cérémonie a marqué le démarrage officiel des activités. Elle s'est déroulée le 09 décembre 2009 dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali. Placée sous la présidence de Monsieur le Ministre de l'emploi et de la Formation Professionnelle, la cérémonie a enregistré la présence effective d'une forte délégation officielle belge présidée par Monsieur le Ministre de la Coopération et du Développement.

1. Résultat 1 - Accès au crédit

Conformément aux recommandations du comité de pilotage du 24/07/2009, et aux termes de la convention de garantie relative au fonds de garantie le déblocage de la totalité du fonds en une seule tranche a été faite. Le montant s'élève à 275 millions de FCFA. Il a été logé dans un compte bancaire spécifique (**N°000554.08.26.73**) dans les livres de la Banque Malienne de Solidarité (BMS).

Après les sessions de formation (voir ci-dessous), les dossiers pour l'accès au crédit des commerçant(e)s détaillant(e)s de Bamako ont été transmis au FARE et l'équipe technique, composée du FARE, du PACD (Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants) et des responsables des CGA (Centres de Gestion Agrées) concernés, a effectué plusieurs visites de site des commerçants pour se rendre compte de la véracité des informations données et de procéder à une évaluation plus réaliste des besoins de financement exprimés.

Des séances de travail ont été tenues avec la cellule de coordination du PACD et le bureau de la Coordination des Associations et Groupements des Commerçants Détaillants pour convenir d'une démarche consensuelle à suivre pour le démarrage des financements.

2. Résultat 2 - Accès à la formation

Cette composante est celle qui a constitué l'essentiel des activités de l'année 2009. En effet les réalisations suivantes ont été faites :

- 1 440 personnes formées en comptabilité simplifiée ;
- > 433 personnes formées en GERME avec dotation en fascicule.

3. Résultat 3 – Appel à Projet

Sur cette composante il y a lieu de noter que les sensibilisations ont été faites. L'information a été relayée à tous les CGA aussi de Bamako que de l'intérieur. Cette activité occupera l'essentiel de l'année 2010. Compte tenu de la sensibilité de ce volet nous avons privilégié la gestion plus concertée qui a pris du temps et retarder le démarrage de l'appel à projet.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1. Aperçu des activités

Contrairement à l'année 2008, le PRECACD a réellement démarré et les principales activités prévues pour 2009 ont toutes connu des taux de réalisations satisfaisants.

Par rapport au planning initial de 2009, les réalisations ont atteint 80% des prévisions. Même si ce taux d'exécution peut être meilleur, les activités du projet ont enfin commencé depuis début août avec les premières formations en comptabilité simple et en GERME (Gérer mieux votre entreprise).

ACTIVITES REALISEES

RESULTAT 1 – Le fonds de garantit les crédits octroyés par les institutions financières aux adhérent(e)s des CGA et aux groupements de femmes

En 2009, il a été réalisé :

- La préparation de la signature de la convention de garantie entre le FARE et la banque BMS ;
- La signature de la convention de garantie entre le FARE et la BMS;
- Le paiement du fonds de garantie sur le compte spécifique « fonds de garantie » pour un montant total de 275.000.000 FCFA (419.235 €);
- La réception des premiers dossiers pour l'accès au crédit par des commerçant(e)s détaillant(e)s formés de Bamako;
- Première analyse des dossiers par le FARE, PACD et les responsables des CGA.

RESULTAT 2 - Les capacités de gestion des adhérent(e)s des CGA et de son bureau sont renforcées

En 2009, il a été réalisé :

- La formation en comptabilité simple pour 1.440 personnes pour un montant de 30 940 000 Francs CFA (47.167 €);
- La formation en GERME pour 433 personnes (à Bamako) pour un montant de 49 337 760 Francs CFA 75.210€;
- Le paiement des frais de fascicules pour 4 800 000 Francs (7.317 €) et qui sont partie intégrante de la formation GERME.

A) FORMATION EN MODULE GERME

N°	LOCALITE OU CGA	DATE	CONVENTION	NOMBRE
	LOCALITE OO COA	DAIL	CONVENTION	HOPIDICE
1	8 CGAs de BAMAKO	Du 12 au 15/08/2009	Convention N1	208
2	CGA de MOPTI	Du 1er au 5/10/2009	Convention N2	25
3	CGA de GAO	Du 1er au 5/10/2009	Convention N2	25
4	CGAs de KIDAL ET SIKASSO	Du 26 au 30/10/2009	Convention N3	50
5	CGAs de TOMBOUCTOU ET	Du 9 au 13/11/2009	Convention N3	50
6	CGAs de SEGOU ET KOUTIALA	, ,		
6	ET NIONO TOTAL	Du 11 au 30/12/2009	Convention N4	75 433

B) FORMATION EN COMPTABILITE SIMPLIFIEE

N°	LOCALITE OU CGA	DATE	CONVENTION	NOMBRE
IA .	LOCALITE OU CGA	DATE	CONVENTION	NOMBRE
1	8 CGA de BAMAKO	Du 12 au 18/08/2009	Convention N1	160
2	CGA de MOPTI	Du 06 au 09/10/2009		200
	CGA de GAO	Du 29 au 02/10/2009	Convention N2	200
3	CGAs de KIDAL ET SIKASSO	Du 26 au 29/10/2009		400
4	CGAs de TOMBOUCTOU ET DE KOULIKORO	Du 09 au 12/11/2009	Convention N3	400
5	CGA KOUTIALA SEGOU ET NIONO	Du 13 au 16/12/2009		80
	CGA SEGOU ET NIONO (1)	Du 11 au 14/01/2010	Convention N4	400
	TOTAL			1 440

⁽¹⁾ Réalisé en janvier 2010 et pas compté dans le nombre total de la formation en comptabilité simplifiée

RESULTAT 3 – Des microprojets contribuent à la professionnalisation et la rentabilité du commerce de détail

En 2009, il a été réalisé :

- La tenue de séance de travail pour expliquer le contenu de l'idée ;
- L'information des CGA et l'envoi de la documentation aux CGA.

MOYENS GENERAUX I

En 2009, il a été réalisé :

- Le paiement des frais de gestion du PACD dans le cadre de l'organisation des formations pour 9 990 000 Francs CFA (15.229 €);
- La réalisation des investissements prévus dans le projet (acquisition de matériel bureau et informatique, moto et voiture) pour un montant de 16.790 €.

ACTIVITES NON-REALISEES

Certaines activités n'ont pas connu d'évolution ce qui explique le fléchissement du taux, il s'agit principalement :

- La non-utilisation de la ligne pour le comité de garanti vu le non démarrage des financements pendant le Q4 2009 comme cela avait été prévu. En effet les visites de site ont pris plus de temps que prévu.
- La non-utilisation par le FARE de la ligne frais de fonctionnement jusqu'à maintenant
- Le non démarrage de l'appel à projet : il faut néanmoins signaler la réalisation des activités de préparation de cette activité.

3.2. Analyse de la planification des activités

En analysant la programmation des activités et en faisant une comparaison avec le planning initial de 2009, nous constatons l'accumulation d'un retard dans la mise en œuvre des activités. Cela est du aux raisons suivantes :

- Le démarrage tardif des activités de formation à cause du retard de la mise à disposition de la contribution nationale (via le FAFPA);
- La prolongation dans le temps de la procédure de signature de la convention de partenariat entre l'ensemble des partenaires du projet;
- La négociation du contrat de garantie et sa signature au niveau des 3 partenaires (CTB, FARE, BANQUE);
- La décision pour attendre avec l'appel à proposition (Résultat 3) après le lancement et premières utilisations du fonds de garantie.

4 BILAN DES FINANCES

4.1. Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des dépenses par rapport au planning financier.

		Planning 2009	Réalisations 2009
	RESULTAT 1		
AR1LB1	Fonds de garantie	419.235	419.235
AR1LB2	2% contribution clients		0
AR1LB3	Prime pour les CGA (2%)	14.000	0
AR1LB4	Adaptation Manuel des procédures	Déjà réalisé en 2008	0
	RESULTAT 2		
AR2LB1	Formation simple	74.900	47.167
AR2LB2	Formation GERME	100.800	75.210
AR2LB3	Documentation/fascicules	7.600	7.317
	RESULTAT 3		
AR3LB1	Appel à projet	55.250	0
AR3LB2	Appel à projet – contribution	0	0
AR3LB3	Consultation appel à projet	0	0
AR3LB4	Table ronde	0	0
	MOYENS GENERAUX		
ZM0105	Rémunération membres comité de garantie	2.764	0
ZM02	Matériel bureau et informatique, moto et voiture	17.000	16.790
ZM03	Carburant, imprimés et fournitures, entretien matériel et voiture, annonces, téléphone, missions, assurance voiture et vignette	14.426	0
ZM05	Frais de gestion PACD	652	15.229
ZM0601	Audits	9.147	0
ZM0602	Evaluation	5.000	0
ZM0603	Capitalisation	0	0
ZM0604	Consultance ponctuelle (nationale)	0	30
ZM0605	Consultance ponctuelle (internationale)	2.000	0
ZM0606	Frais bancaire	0	50
ZM0607	Comité de pilotage (SMCL)	0	0
TOTAL		722.774	581.440
	TAUX DE REALISATION	: 80.4%	

4.2. Analyse du planning financier

Dans le planning initial 2009, les activités suivantes étaient prévues :

- Mise en place du fonds de garantie ;
- La réalisation des formations ;
- Accompagnement des CGA par le PACD pour les formations données ;
- Documentation/fascicules pour les formations ;
- Préparation appel à projet : FARE/PACD ;
- La réalisation des investissements ;
- Quelques frais de fonctionnement ;
- Consultance ponctuelle dans le cadre de l'analyse de la convention FARE : banques : appui par le juriste nationale ;
- Cérémonie officielle de lancement des activités du Projet organisée avec le Ministère de tutelle (Ministère de l'Emploi), le FARE, la BMS et la CTB.

La non réalisation à 100% des prévisions s'explique principalement par :

- Le fait que l'appel à projet n'a pas démarré ;
- L'ensemble des formations n'a pas pu être faite en 2009 comme prévu ;
- Les missions d'audit et d'évaluation ont été remises sur 2010 compte tenu du niveau d'avancement enregistré des activités du projet.

5 SUIVI DES INDICATEURS

5.1. Objectif spécifique

L'objectif spécifique du projet est : « Le développement durable du commerce de détail dans une approche de formation des acteurs et d'implication du secteur bancaire est assuré ».

Les indicateurs sont :

- Le nombre d'institutions financières impliquées à l'issue du projet;
- Le volume financier effectif mobilisé par les banques (variation de l'effet de levier entre début et fin projet);
- Le nombre de petits projets formulés par les CGA (répartition géographique et type d'initiatives) ;
- Le nombre de commerçant appliquant une comptabilité simplifiée.

Résultat 1 : Composante 1 - Accès au crédit

Les indicateurs des résultats de la composante 1 sont:

- Le nombre et le volume de crédits octroyés à des femmes ;
- Le taux de remboursement des crédits octroyés aux adhérents des CGA à travers ce projet (portfolio à risque à 90 jours1);

Afin de suivre la mise en œuvre de cette composante, les indicateurs d'efficacité de la composante 1 sont :

- La durée moyenne entre la décision du CGA et le décaissement du crédit par la banque (indicateur pour l'efficacité de la mise en œuvre);
- Le nombre de visites de terrain effectuées par les différents partenaires2.

Pour la composante 1 et le suivi des indicateurs, il y a lieu de noter que les financements n'ont pas commencé en 2009. Par conséquent les indicateurs relatifs au remboursement des prêts, à la durée moyenne entre la décision du CGA et le décaissement du crédit par la banque et à la durée moyenne entre la décision du CGA et le décaissement du crédit par la banque devient insignifiants concernant l'année 2009.

La Banque retenue pour abriter le fonds de garantie et par conséquent pour accorder les prêts est la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA).

Sur ce point il assez important de noter que compte tenu de son caractère financier le projet ne peut être exécuté sans la banque. C'est elle qui abrite le fonds de garantie et c'est elle qui étudie en dernier lieu les demandes déjà

¹ Cet indicateur est l'indicateur standard utilisé de plus en plus pour l'évaluation des institutions de microfinance. 2 Cet indicateur doit encore être peaufiné davantage. Les différents partenaires doivent en effet coordonner le suivi des dossiers de crédit afin d'arriver à une efficacité optimale de l'ensemble des efforts de suivi. Il faut donc réfléchir sur un indicateur qui traduit mieux l'efficacité de ce suivi.

approuvées par le comité de garantie du FARE. Donc son implication est totale et indispensable.

Aussi les premières visites sur les sites des commerçants effectuées au mois de décembre se sont passées conjointement avec une équipe composée de la BMS du FARE, du PACD et des Responsables des CGA concernés.

Résultat 2 : Composante 2

Les indicateurs des résultats de la composante 2 sont:

- Formation de 2.160 commerçant(e)s de détail en formation de base ;
- Formation de 480 commerçant(e)s de détail, notamment les membres du bureau des CGA, en formation GERME ;
- Degré de satisfaction des participants supérieur à 75%;
- Distribution de 5.000 fascicules ;
- Délai de traitement des dossiers par le FAFP.

Il y a lieu de rappeler que le résultat suivant a été atteint :

- 1 440 commerçant(e)s ont été formés en comptabilité simplifiée ;
- 433 commerçant(e)s responsable membres du bureau des CGA ont été formés en GERME ;
- Selon les rapports des formateurs et des fiches d'évaluation le taux de satisfaction des participants atteint 85% ;
- 5.000 fascicules ont été distribués ;
- Aussi il faut préciser qu'après ces formations les commerçant(e)s détaillant(e)s ont affirmé avoir une meilleure maîtrise de leur métier et que leur professionnalisme s'est renforcé;
- Le délai de traitement du FAFPA est dépend de la célérité du formateur à présenter sa demande. Mais il faut préciser que ce traitement n'a eu aucune influence sur le traitement des dossiers qui s'est passé sans aucune entrave et dans les délais définis.

Résultat 3 : Composante 3

Les indicateurs des résultats de la composante 3 sont:

- Nombre de microprojets financés par le PRECACD ;
- Nombre et types d'acteurs mobilisés dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets.

Les indicateurs de l'efficacité de la mise en œuvre de la composante 3 :

- Degré de satisfaction des bénéficiaires des projets ;
- Durée de traitement des demandes au sein de la PACD.

Vu que l'appel à projet n'a pas démarré, il n'y aura pas d'indicateur à renseigner.

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

6.1. Efficience

Les budgets prévus pour les différentes activités ont été utilisés comme prévu et ont permis d'atteindre avec satisfaction les objectifs fixés. Il s'agit de :

- L'acquisition des équipements prévus ;
- La réalisation des formations ;

Il est vrai que le projet a connu un certain retard dans le démarrage mais une fois démarré toutes les activités programmées avance avec satisfaction.

Toutes les contributions sont gérées dans le but d'avoir le meilleur résultat possible. Il avait été souhaité que le fonds de garantie soit débloqué en une seule tranche, cette doléance très importante pour la bonne marche du projet a été acceptée par la SMCL. Toutes les difficultés rencontrées et retards accumulés peuvent à l'étape actuelle être résolus sans aucune autre ressource ou moyens supplémentaire.

6.2. Efficacité

Le projet qui a suscité beaucoup d'espoir dans le monde des commerçants détaillants a finalement commence à contribuer effectivement à l'amélioration des conditions des bénéficiaires. La réalisation de l'Objectif Spécifique de ce projet est principalement due à la jonction de deux facteurs : l'existence du PACD qui continue à accorder des prêts et les activités propres du projet.

Les bénéficiaires du projet sont réellement satisfaits des activités déjà exécutées. La lettre de satisfaction du coordinateur des associations et groupements des commerçants détaillants en est l'illustration.

6.3. Durabilité

Le PRECACD est le prolongement d'un projet qui existe à l'échelle nationale dont le financement est assuré par le Budget National. Il travaille avec des structures maliennes existantes (PACD, FAFPA, BMS, Ministère de l'Emploi et Ministère du Commerce). La durabilité du projet réside entre autre dans le fait que même le personnel employé est celui du FARE.

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations

Le seul point sur lequel une attention particulière doit être accordée car il constituera en plus des financements l'essentiel des activités à mener dans le second trimestre : il s'agit de l'appel à projet. Nous avons réfléchi à son mode de mise en œuvre et avons déjà lancé l'appel. Dans ce cadre 3 dossiers sont parvenus au FARE. Mais nous recommandons de ne pas aller trop vite avec ce volet du projet car sa mise en œuvre peut avoir des effets négatifs sur le déroulement du projet dans sa composante « financement » (Résultat 1).

Il a aussi été recommandé aux CGA d'assurer une large diffusion de l'information sur ce volet.

8 NOUVEAU PLANNING

8.1. Planning des activités de l'année 2010

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	М	J	J	A	S	0	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
R1: Formation	Formation en Comptabilité Simplifiée	720												FARE-PACD	
	Formation en module « GERME »	47												FARE-PACD	
R2: Financement	Elaboration des dossiers et visite des sites des commerçants	Х	Х	х	X	X	х	х	х	х	х	х	х	FARE-PACD-BMS	
des commerçants	Tenue des comités de garantie	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х		
	Transmission des dossiers à la BMS pour financement	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	FARE-BMS	
R3 : Appel à	Préparation appel à projet documentation, présentation, formats	х	X											FARE-PACD	
Projets	Réception des propositions de projets et sélection			Х	Х	Х	Х							FARE-PACD-CTB	
	Mise en place des subventions							Χ	Χ	Χ	Χ	Χ	Χ	FARE-CTB-PACD	
Moyens Généraux															
Frais de fonctionnement FARE		Х	х	Х	х	Х	х								
Evaluation Finale													Х	CTB-FARE	
Audit												Х		CTB-FARE	

Explication

- Le point culminant des activités du PRECACD était la mise en place du fonds de garantie réalisée en 2009;
- L'année 2010 sera consacrée à la poursuite de la formation des commerçants détaillants. Ainsi, plus de 800 personnes seront formées en comptabilité simple et plus de 122 en GERME dans les régions de Sikasso, Kayes et le District de Bamako, pour un coût global estimé à 53.000€;
- Les formations seront suivies par le lancement de l'appel à projet qui consiste à financer des projets d'intérêt collectif au profit des commerçants à partir de Q2 pour un décaissement total estimé à 110.000€;
- Le projet étant à sa dernière année, l'audit comptable & financier ainsi que l'évaluation finale seront réalisés à partir de Q2.

8.2. Planning financier de l'année 2010

Financial Planning of MLI0602411

Renforcement des capacités dans le secteur privé

Fin Plan Version: 2010Q1 Budget Version: C01 Donor: DGD Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR								2010			2011	Est. end Proj. Bal.	Est.
	Status	Fin Mode E	udget	TtY-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	to end	rioj. bai.	% exe
A LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU			756,89	564,16	192,73	58,72	60,32	58,75	14,94	192,73	0,00	0,00	100%
01 Accès au financement			448,50	434,46	14,04	3,51	3,51	3,51	3,51	14,04	0,00	0,00	100%
01 Fonds de garantie		COGEST	419,23	419,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
02 2% Contribution clients		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Prime pour les CGA (2%)		COGEST	29,27	15,23	14,04	3,51	3,51	3,51	3,51	14,04	0,00	0,00	100%
04 Adaptation du manuel des		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Accès à la formation			183,38	129,70	53,68	53,68	0,00	0,00	0,00	53,68	0,00	0,00	100%
01 Formation simple 4 jours		COGEST	74,91	47,17	27,74	27,74	0,00	0,00	0,00	27,74	0,00	0,00	100%
02 Formation GERME		COGEST	100,85	75,21	25,64	25,64	0,00	0,00	0,00	25,64	0,00	0,00	100%
03 Documentation/fascicules		COGEST	7,62	7,32	0,30	0,30	0,00	0,00	0,00	0,30	0,00	0,00	100%
03 Renforcement/promotion du			125,01	0,00	125,01	1,53	56,81	55,24	11,43	125,01	0,00	0,00	100%
01 Appel à projet		COGEST	110,53	0,00	110,53	0,00	55,29	55,24	0,00	110,53	0,00	0,00	100%
02 Appel à projet - contribution		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Consultation appel à projet		COGEST	3,05	0,00	3,05	1,53	1,53	0,00	0,00	3,05	0,00	0,00	100%
04 Table ronde "Commerce de		COGEST	11,43	0,00	11,43	0,00	0,00	0,00	11,43	11,43	0,00	0,00	100%
Z GESTION DU PROJET			118,11	17,29	100,82	35,76	17,23	27,72	20,10	100,81	0,00	0,01	100%
01 Frais de personnel FARE			8,70	0,00	8,70	2,18	2,18	2,18	2,18	8,70	0,00	0,00	100%
01 Coordinateur du projet (1/4)		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Economiste (1/4)		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Salaires et appointements (2		COGEST	4,37	0,00	4,37	1,09	1,09	1,09	1,09	4,37	0,00	0,00	100%
04 Taxes sur appointements et		COGEST	1,57	0,00	1,57	0,39	0,39	0,39	0,39	1,57	0,00	0,00	100%
		REGIE	72,52	0,34	72,18	26,07	10,52	20,90	14,69	72,18	0,00	0,00	100%
BTC		COGEST	802,48	581,11	221,37	68,40	67,03	65,58	20,35	221,36	0,00	0,01	100%
		TOTAL	875,00	581,45	293,55	94,47	77,55	86,48	35,04	293,54	0,00	0,01	100%
Financial Planning of MLI													

Financial Planning of MLI0602411

Project Title : Renforcement des capacités dans le secteur privé

 Fin Plan Version:
 2010Q1

 Budget Version:
 C01

 Donor:
 DGD

 Currency:
 EUR

Amounts in 1000 EUR						2010				2011	Est. end	Est.	
	Status	Fin Mode E	Budget	TtY-1	Balance	Q1	Q1 Q2 Q3 Q4 Total			Total	to end	Proj. Bal.	% exec
05 Rémunérations membres du		COGEST	2,76	0,00	2,76	0,69	0,69	0,69	0,69	2,76	0,00	0,00	100%
02 Investissements FARE			16,99	16,79	0,20	0,04	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,16	99%
01 Matériel de bureau		COGEST	3,86	3,66	0,20	0,04	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,16	96%
02 Matériel informatique		COGEST	3,45	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Moto		COGEST	0,53	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
04 Véhicule 50%		COGEST	9,15	9,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Frais de fonctionnement FARE			19,90	0,00	19,90	7,47	4,54	4,65	3,24	19,89	0,00	0,01	100%
01 Loyer		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Carburant		COGEST	1,73	0,00	1,73	0,56	0,56	0,56	0,05	1,73	0,00	0,00	100%
03 Imprimés de bureau		COGEST	0,61	0,00	0,61	0,30	0,31	0,00	0,00	0,61	0,00	0,00	100%
04 Fournitures de bureau		COGEST	2,56	0,00	2,56	0,67	0,63	0,63	0,63	2,56	0,00	0,00	100%
05 Entretien/réparation matériel		COGEST	0,88	0,00	0,88	0,29	0,29	0,29	0,00	0,88	0,00	0,00	100%
06 Entretien véhicule + moto		COGEST	1,94	0,00	1,94	0,49	0,49	0,49	0,49	1,94	0,00	0,00	100%
07 Assurance tout risque (50% du		COGEST	0,54	0,00	0,54	0,54	0,00	0,00	0,00	0,54	0,00	0,00	100%
08 Annonces/insertions		COGEST	1,22	0,00	1,22	0,61	0,00	0,61	0,00	1,22	0,00	0,00	100%
09 Téléphone		COGEST	0,73	0,00	0,73	0,54	0,19	0,00	0,00	0,73	0,00	0,00	100%
10 Missions		COGEST	9,57	0,00	9,57	3,35	2,07	2,07	2,07	9,57	0,00	0,00	100%
11 Vignettes		COGEST	0,12	0,00	0,12	0,12	0,00	0,00	0,00	0,12	0,00	0,00	100%
04 Frais de gestion FAFPA (11%)			0,00	0,16	-0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,16	?%
01 Frais de gestion FAFPA (11%)		COGEST	0,00	0,16	-0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,16	?%
05 Frais de gestion PACD (15%)			18,29	0,00	18,29	15,10	3,19	0,00	0,00	18,29	0,00	0,00	100%
		REGIE	72,52	0,34	72,18	26,07	10,52	20,90	14,69	72,18	0,00	0,00	
BTC		COGEST	802,48	581,11	221,37	68,40	67,03	65,58	20,35	221,36	0,00	0,01	100%
CTE		TOTAL	875,00	581,45	293,55	94,47	77,55	86,48	35,04	293,54	0,00	0,01	100%



Financial Planning of MLI0602411 Printed on woensdag 10 februari 2010

page: 2

Financial Planning of MLI0602411

Project Title : Renforcement des capacités dans le secteur privé

 Fin Plan Version:
 2010Q1

 Budget Version:
 C01

 Donor:
 DGD

 Currency:
 EUR

mounts in 1000 EUR								2010		2011	Est. end Proj. Bal.	Est.	
Sta	itus	Fin Mode Budget		TtY-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	to end		% exec
01 Frais de gestion PACD (15%)		REGIE	18,29	0,00	18,29	15,10	3,19	0,00	0,00	18,29	0,00	0,00	100%
06 Audit, Suivi/Evaluation			54,23	0,34	53,89	10,97	7,33	20,90	14,69	53,89	0,00	0,00	100%
01 Audits		REGIE	4,95	0,00	4,95	4,95	0,00	0,00	0,00	4,95	0,00	0,00	100%
02 Evaluation (expert national)		REGIE	4,95	0,00	4,95	4,95	0,00	0,00	0,00	4,95	0,00	0,00	100%
03 Capitalisation		REGIE	7,43	0,00	7,43	0,00	0,00	0,00	7,43	7,43	0,00	0,00	100%
04 Consultance ponctuelle (nat)		REGIE	14,86	0,30	14,56	0,00	7,30	0,00	7,26	14,56	0,00	0,00	100%
05 Consultance ponctuelle (internat)		REGIE	19,82	0,04	19,78	0,00	0,00	19,78	0,00	19,78	0,00	0,00	100%
06 Frais bancaire (CTB)		REGIE	0,10	0,00	0,10	0,07	0,03	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	100%
07 Comité de pilotage		REGIE	2,12	0,00	2,12	1,00	0,00	1,12	0,00	2,12	0,00	0,00	100%

	REGIE COGE	0,34 581.11	72,18 221,37	26,07 68.40		20,90 65,58	14,69 20,35	72,18 221.36	0,00		100% 100%
217 6	TOTAL	581,45	293,55	94,47	77,55	86,48	35,04	293,54	0,00	0,01	

9 CONCLUSIONS

9.1. Activités et Finances

En 2009, les principales activités étaient

- la signature de la Convention de garantie entre le FARE et la BMS
- la mise en place du Fonds de garantie
- la tenue du de la SMCL d'évaluation le 24 juillet 2009
- la réalisation de 80% des formations.

9.2. Critères de suivi

9.2.1 Efficience

NA

9.2.2 Efficacité

NA

9.2.3 Durabilité

NA

9.3. Avis de la SMCL sur les recommandations

Le prochain SMCL est prévu pour se tenir le 31 Mars 2010 et les recommandations qui y seront faites apparaîtront dans le procès verbal.

10 ANNEXES

10.1. Cadre logique

Annexe 1 : cadre logique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et risques
OBJECTIF GÉNÉRAL			
Le projet contribuera à	améliorer le commerce de détail et à	la lutte contre la pauvreté des persoi	nnes dans ce secteur au Mali
OBJECTIF SPECIFIQUE			
Le développement durable du commerce de détail dans une approche de formation des acteurs et d'implication du secteur bancaire est assuré		Rapports d'évaluation, Rapports visites de terrain Rapports du PACD et des CGA	Les différents acteurs et parties prenantes œuvrent ensemble pour le développement du secteur du commerce de détail. Le contexte macro-économique du Mali reste stable ; Le pays ne connaît pas de problèmes politiques majeures ou de sécurité.
RESULTATS			
R.1 Le fonds de garantie garantit des crédits octroyés par les institutions financières aux adhérent(e)s des CGA et aux groupements de femmes.	- Le nombre et le volume de crédits octroyés par les organisations financières aux adhérents des CGA à travers ce projet - Le nombre et le volume de crédits octroyés à des femmes - Le taux de remboursement des crédits octroyés aux adhérents des CGA à travers ce projet (portfolio à risque à 90 jours³²) - la durée moyenne entre la décision du CGA et le décaissement du crédit par la banque - le nombre de visites de terrain effectués par les différents partenaires	Rapport d'activités du FARE Rapport des banques partenaires du projet Rapport du PACD Manuel de procédures Rapports semestriels du FARE	Les différentes structures impliquées dans ce volet sont opérationnelles (FARE, banques partenaires, CGA, PACD) et acceptent de travailler dans un but commun. En cas de problème ou blocage, les partenaires se concertent pour trouver une solution dans les plus brefs délais. L'information sur le suivi des crédits est échangée entre les différents partenaires impliqués. Risque: Les CGA ne participent pas activement au projet et font appel à d'autres sources de financement hors projet. Les femmes et les plus jeunes sont marginalisés dans les décisions des CGA sur la sélection des dossiers de crédit.

³² Cet indicateur est l'indicateur standard utilisé de plus en plus pour l'évaluation des institutions de microfinance.

	1		
Logique d'intervention	Indicateurs objectivement	Sources de vérification	Hypothèses et risques
	vérifiables		
R.2. Les capacités de gestion des adhérent(e)s des CGA et de son bureau sont renforcées	Nombre d'adhérents des CGA formés en gestion de base Nombre des membres du bureau des CGA et membres ordinaires ayant reçu une formation GERME Niveau de satisfaction des participants à la formation Délai de traitement des dossiers par le FAFPA	Rapport des formations élaborés par les formateurs Evaluation des sessions par les participants Rapports semestriels du FAFPA	Les CGA sont suffisamment dynamiques pour formuler leurs propres besoins de formation et de contacter des formateurs.
R.3. Des microprojets contribuent à la professionnalisation et la rentabilité du commerce de détail	Nombre de petits projets formulés par les CGA Nombre de microprojets financés par le projet Degré de satisfaction des bénéficiaires des projets Durée de traitement des dossiers au sein du PACD	Rapport semestriels du PACD Document sur la capitalisation des expériences Système de suivi du PACD	Le PACD profite des contacts réguliers avec les CGA pour les informer et sensibiliser sur l'appel à projets. Les CGA sont bien organisés pour préparer et mettre en œuvre les microprojets -éventuellement avec l'appui d'autres partenaires. Les autorités décentralisées soutiennent les initiatives des CGA dans la mesure où celles-ci touchent à l'environnement du commerce de détail
ACTIVITES	CONTRIBUTION BELGE	CONTRIBUTION MALIENNE	
R1 : Le fonds de garantie garantit des crédits octroyés par les institutions financières aux adhérents des CGA	Fonds de garantie : 275.000.000 FCFA Prime pour CGA : 19.200.000 FCFA	Non-paiement de la commission pour le FARE par les bénéficiaires 18.600.000 FCFA	
R2 : Les capacités de gestion des adhérents des CGA sont renforcées	- formation en gestion de base pour 2160 personnes - formation GERME pour 480 personnes - fascicules : 5.000.000 FCFA	- 12,5% contribution des bénéficiaires de la formation	
R3 : Des microprojets contribuent à la professionnalisation et la rentabilité du commerce de détail	80.000.000 FCFA pour environ 20 à 40 micro- projets (varient de 500.000 FCFA à 4.000.000 FCFA)	10 % contribution des adhérents des CGA	
Z : Gestion du projet	Frais de gestion FARE: 37.692.000 FCFA Frais de gestion PACD: 12.000.000 FCFA Audit/évaluation/capitalisation: 35.440.000 FCFA Aléas et imprévus: 140.000 FCFA	Contribution à temps partiel (1/4) du directeur du FARE et de son adjoint pour le coordination et la gestion du projet Frais de gestion FAFPA : 14.500.000 FCFA	
MONTANT TOTAL	573.962.880 FCFA (89%)	68.363.600 FCFA (11%)	
CONDITIONS PREALABLES			
L'ouverture du compte principal auprès d'une banque commerciale conformément aux dispositions de la Convention Spécifique relative au présent projet.			